

Consulat général de Suisse, Hong Kong - LIJ

25.04.03

Conséquences de l'épidémie de pneumonie atypique sur l'économie de Hong Kong

Après avoir fait face à la crise asiatique en 1997/98 puis au ralentissement économique global de 2001, l'économie de Hong Kong se heurte depuis la mi-mars 2003 à un nouvel obstacle : l'épidémie de pneumonie atypique. Elle affecte particulièrement les secteurs du voyage, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration et le commerce de détail qui ont aussi subi l'effet du «facteur Irak». Ces domaines souffrent notamment de l'absence de consommateurs, qu'il s'agisse de touristes découragés de se rendre à Hong Kong ou d'autochtones. Les premiers ont été et restent sensibles au fait que l'Organisation Mondiale de la Santé a recommandé aux voyageurs à destination de Hong Kong de ne maintenir que les voyages absolument indispensables. Ce à quoi s'ajoute l'effet des médias internationaux. Le fait que certaines expositions ou conventions aient été annulées contribue à la réduction du tourisme d'affaires. Quant aux autochtones, déstabilisés par la crise ils limitent leurs dépenses au strict nécessaire, économisent plutôt que de s'engager dans des dépenses de loisirs (restaurant, spectacles, voyages...), ce à quoi s'ajoute la crainte – qui va en s'estompant - d'être contaminé dans les endroits très fréquentés tels que salles de spectacles, restaurants, voire même les centres commerciaux (shopping malls) ou s'alignent toutes sortes de boutiques, bars et autres «fast foods». S'il est encore tôt pour connaître les conséquences exactes de ce nouveau fléau sur l'économie, certains observateurs ont déjà révisé à la baisse leurs prévisions de croissance. Le chômage se fortifie dans ce décor. Par ailleurs, le déficit budgétaire qui devait être contenu à HK\$ 68 milliards pourrait atteindre plus de HK\$ 80 milliards à la fin d'un exercice qui vient de débiter avec l'objectif de réduire les dépenses et d'augmenter les revenus. Il est doré et déjà grevé par le paquet de HK\$ 11,8 milliards présenté par le gouvernement le 23 avril pour soutenir l'économie affectée par l'épidémie du syndrome respiratoire aigu sévère (sras). Ces mesures valent pour le court terme, avec l'idée de contenir au plus tôt cette épidémie. Il n'y aura en fait pas de remède plus efficace pour guérir l'économie.

En annonçant, début avril, un taux de croissance du PIB de 6% pour l'Asie et de 3% pour Hong Kong, le FMI a prudemment indiqué que l'épidémie du syndrome sars représenterait un risque pour l'activité économique de la région. A Hong Kong, le Secrétaire aux finances, M. Antony Leung a alors indiqué que l'objectif de 3 %, qu'il visait aussi, ne pourrait être atteint compte tenu de l'imprévu que représentait le sars. Divers observateurs ont revu leurs prévisions à la baisse, comme par exemple Standard & Poor's passé de 2,5% à 1,5% (en assumant que la crise se limitera à trois mois) ou l'«Economist Intelligence Unit» (EIU) descendu de 2,5 à 0,3 % en précisant que l'épidémie aurait d'énormes conséquences sur l'économie régionale et particulièrement sur celle de Hong Kong. Le 24 avril la Banque mondiale révisait sa prévision de 2,3% à 2%, sans exclure une croissance nulle. Elle considérait toutefois l'épidémie comme un choc temporaire malgré les incertitudes qui y sont liées. Le Chief Executive, M. Tung Che-hwa a pour sa part annoncé que l'épidémie aurait un profond impact sur l'économie à long terme. Pourtant le début de l'année laissait présager une poursuite de la reprise économique alors que les exportations ont augmenté de 19% pour la période de janvier à février 2003. Toutefois le chômage reprenait de la force. Il est passé de 7,2 % (pour la période de novembre 2002 à janvier 2003) à 7,4% (décembre 2002 à février 2003) pour atteindre 7,5% (janvier à mars 2003). D'aucuns prévoient que la barre des 8% pourrait être bientôt atteinte, compte tenu des effets du sras faisant des consommateurs une denrée encore plus rare qu'auparavant.

Faute de consommateurs, de nombreux établissements, tels que restaurants, petits hôtels, commerces de détail pourraient fermer. On constate déjà des réductions ou des retards de paiements de salaires, des congés annuels avancés, parfois non payés. Autant de mesures qui pourraient être substituées par des licenciements si la situation continue à se détériorer. En vue de réduire leurs coûts, nombre de commerçants négocient des réductions temporaires de loyers. Parmi d'autres mesures, certains renoncent par exemple à faire de la publicité.

Un parlementaire représentant les milieux du «catering» a indiqué que des milliers de restaurants pourraient fermer leurs portes, ce qu'il sied peut-être de relativiser si l'on admet le caractère «lobbiiste» de la déclaration. Toutefois, à en croire la presse, un restaurateur déclarait une baisse de 60% de son chiffre d'affaires depuis le début de l'épidémie et le taux d'occupation des tables aurait

baissé de 90% depuis que l'OMS a émis sa directive de voyage. Il y a quelques jours, deux des plus grands hôtels de Hong Kong n'avaient aucun hôte, un autre fonctionnait à 1% de ses capacités. Un fournisseur indiquait qu'un hôtel qui jusqu'ici servait 500 à 600 petits-déjeuners quotidiennement en est réduit à une dizaine par jour. Ce même fournisseur, à l'instar des restaurants et autres entités engagées dans la gastronomie, est astreint à des mesures d'hygiène draconiennes et coûteuses pour éviter l'intrusion du virus du sars sur le site de production, ce qui impliquerait la fermeture des locaux pour leur désinfection. Selon l'EIU, la chaîne hôtelière Shangri-la s'attend à une baisse de 15% de son taux d'occupation en avril suite à la réduction de ses affaires dans ses hôtels de Hong Kong, Shanghai, Singapour, Beijing et Taipei.

Le tourisme représente l'un des secteurs de l'économie de Hong Kong (env. 6% du PIB) et emploie quelque 360'000 personnes de façon directe ou indirecte. Le Hong Kong Tourism Board prévoyait une progression des arrivées de 8,4% en 2003. L'année touristique avait d'ailleurs pris un bon élan, avec une progression de 28,6% pour les mois de janvier et février. Si elle s'est poursuivie pendant la première quinzaine de mars (19,1%) une baisse sensible a été enregistrée pour la seconde quinzaine : le nombre d'arrivées a alors baissé de 10,4 % par rapport à la même période de l'an passé. Alors que la recommandation de l'OMS reste la même, ce serait une Lapalissade que d'affirmer que la chute se poursuivra.

Les chiffres concernant le trafic aérien l'attestent déjà. Selon une déclaration de la «Airport Authority» du 13 avril, 30% des vols auraient été annulés et le nombre de passagers s'est réduit de 60%. Alors que l'on en dénombrait 53'400 le 1er avril, on n'en comptait plus que 31'700 le 10 avril. Le nombre de vols quotidiens était alors passé de 547 à 416 par rapport à une moyenne quotidienne de 561 vols l'an passé. Pour ce qui a trait aux transporteurs, les quelques exemples qui suivent sont éloquentes. La compagnie Swiss International Airlines qui desservait Hong Kong quotidiennement n'y vole plus que trois fois par semaine. Cathay Pacific a annulé 42% de ses vols, immobilisé 19 avions et subi des pertes quotidiennes de US\$ 3 millions par jour. Le taux d'occupation de ses vols stagne de 30 à 35%. Le 10 avril, Dragonair annonçait qu'elle abandonnait 50% de ses vols. Les compagnies aériennes en ont appelé aux autorités aéroportuaires pour obtenir des allègements tels que la réduction des taxes d'atterrissage. Environ 60'000 personnes actives dans le domaine des voyages auraient été mises en congé non payé.

Pour ce qui concerne les agences de voyage, la demande de voyages vers l'étranger aurait, pour la période de Pâques, baissé de 50% et, il va de soi, la demande touche de préférence les pays non atteints par le virus tels que la Corée du Sud ou le Japon par exemple.

Dans ce tableau morose, on peut toutefois mentionner que les supermarchés continuent à faire des bénéfices. En effet, les consommateurs qui abandonnent restaurants, bars et cafés s'y approvisionnent plus régulièrement. Par ailleurs le commerce en ligne semble gagner du terrain et les boutiques engagées rivalisent sur Internet en toutes sortes d'actions variant de la baisse des prix à la livraison gratuite à domicile. Cependant, ceci ne vaut pas pour les ventes de billets de spectacles (théâtre, cinéma) via Internet qui ont subi une baisse significative. Il semblerait néanmoins que le public reprenne peu à peu le chemin des salles de cinéma. Certains restaurateurs ou autres détaillants investissent dans la décoration de leurs commerces pour être prêts à attirer la clientèle lorsqu'elle aura retrouvé la confiance.

Le domaine de l'immobilier semble aussi faire les frais de cette nouvelle forme de crise. Le chômage s'accroît, la confiance s'amenuise, des réductions de salaires menacent ; autant d'éléments qui pourraient retenir de potentiels acheteurs et accentuer la poursuite de la baisse des prix de l'immobilier enregistrée depuis 5 ans (65%). Certains promoteurs baissent d'ailleurs leurs prix pour attirer la clientèle qui attend que l'orage passe et que les prix chutent encore. De quoi alimenter la déflation. Certains promoteurs auraient baissé leur prix de 10% pendant la période de Pâques qui a vu les ventes augmenter de 50%. Ce que relativise un vendeur en remarquant qu'elles ont régressé de 30% par rapport à même période de l'an passé.

Quant au «rescue package» présenté hier par le gouvernement, d'une valeur globale de HK\$ 11,8 milliards, il comprend diverses mesures visant à affaiblir l'impact de l'épidémie de pneumonie atypique sur l'économie. Ce paquet vise à relancer l'économie, notamment par la stimulation de la consommation et par un soutien aux commerçants des secteurs les plus affectés. Les fonds

nécessaires devront encore être dégagés par le Parlement (Legco) qui examinera la proposition du gouvernement sous peu, proposition qui contient, entre autres, les mesures suivantes :

- En terme de stimulation de la consommation, les contribuables bénéficieront notamment d'un allègement fiscal (remboursement de 50% de l'impôt 2001/2002 jusqu'à un maximum de HK\$ 3'000.-). Le montant de HK\$ 2,3 milliards se trouvera ainsi réinjecté dans le circuit de la consommation,
- L'Etat garantira les emprunts à bas taux d'intérêt (3%) que pourront contracter, sous diverses conditions, les commerçants des secteurs particulièrement touchés (voyage, restauration, commerce de détail, loisir/cinéma, karakoé) en vue du paiement des salaires du personnel. Le montant total de garantie s'élève à HK\$ 3,5 milliards ;
- Nombre de taxes (foncières, sur les services, sur l'eau, l'écoulement des eaux) seront réduites selon des barèmes différents pour les commerçants et le public ;
- Les taxes sur les licences commerciales seront abolies pendant une année pour l'hôtellerie, la restauration, les agences de voyage ;
- Les loyers commerciaux pour les commerces situés dans des immeubles du domaine public seront réduits pendant un trimestre ;
- 21500 places de formation et emplois temporaires (dont 3000 pour le nettoyage et l'entretien de la ville) seront créées ;
- Un montant de HK\$ 1,5 milliard sera affecté à la recherche médicale (HK\$ 1,3 milliard) et à la santé publique (0,2 milliard pour la formation)
- HK\$ 1 milliard sera engagé pour des actions de relations publiques au niveau national et international lorsque l'épidémie aura été jugulée. Ce dans l'idée de restaurer l'image de Hong Kong (une mesure qui répond à un appel lancé dans ce sens par les milieux d'affaires).

Nombre de ces mesures vont à l'encontre du budget accepté il y a peu et qui prévoyait une réduction des dépenses et une augmentation des revenus, notamment par le biais d'une augmentation des impôts. Si l'on s'attend à une augmentation du déficit budgétaire, le Secrétaire aux finances reste confiant : à moyen terme le déficit devrait s'établir à 1% du PIB contre 5% actuellement. Pour de nombreux observateurs ces mesures de relance étaient nécessaires et valent tout autant que l'objectif visant l'équilibre budgétaire à l'horizon 2006/2007. Elles ont été prises pour le court terme – soit pour deux à trois mois – avec l'idée, semble-t-il de ne pas envoyer un signal pessimiste et, surtout, avec l'espoir que la crise sera justement contenue à court terme. Ce qu'il faut espérer : au-delà de l'aspect sanitaire et vital, ce n'est qu'à partir du moment où l'épidémie aura été jugulée que l'on reviendra au «business as usual» . Les effets à long terme du fléau sur l'économie pourront alors être exactement évalués tout comme les mesures de correction à prendre pour remettre l'économie sur le droit chemin.